

La voix de l'Opposition de gauche

La division du travail selon le jaune Chérèque.

11 septembre 2012

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, réclame "un droit de regard" des représentants des salariés sur la stratégie des entreprises et prévient que "si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet".

"Ce que la CFDT réclame ce n'est pas le pouvoir de codécision, mais c'est un droit de regard sur la stratégie des entreprises", affirme le numéro un de la CFDT, dans une interview au Monde, daté de mardi.

"Si le Medef veut la flexisécurité, il doit accepter d'avancer sur ce sujet", prévient-il. Ces thèmes devront être abordés lors des prochaines négociations entre patronat et syndicats sur la "sécurisation de l'emploi", que le gouvernement souhaite voir aboutir avant la fin de l'année.

Selon le dirigeant de la CFDT, "il faut donner aux institutions représentatives du personnel, en fait aux comités d'entreprise, un pouvoir qui ne soit pas uniquement défensif, mais aussi de négociation, d'expertise et de débat, sur les orientations économiques, le développement, la politique sociale et environnementale, et enfin le partage de la valeur ajoutée".

Selon lui, une telle avancée sera "plus efficace qu'une présence salariée au Conseil d'administration à l'allemande, sauf à ce qu'il s'agisse de 50% des sièges et d'une codétermination à l'allemande". Mais "je crains que la France ne soit pas mûre pour cela", dit-il. (AFP 10.09)

Associer davantage les travailleurs à la stratégie des entreprises par le biais du Comité d'entreprise, revient à les subordonner davantage au capitalisme, dans la mesure où ne disposant pas du pouvoir, ils seront amenés à accompagner les mesures prises par les dirigeants et actionnaires en matière de rémunération, emploi et conditions de travail, ils seront les artisans de leur propre malheur.

Cela a commencé aux alentours du début des années 50, un coup d'accélérateur a été donné après mai 68, puis en 1982, puis au cours des années 2000, et ils en rajoutent une couche, crise oblige, il faut serrer les boulons pour que leur mécano ne s'écroule pas sous la pression de la lutte de classe qu'ils cherchent à brider, neutraliser par tous les moyens.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à chaque fois que les dirigeants syndicaux et leurs relais dans les partis parlent de nouveaux droits accordés aux travailleurs, cela correspond à une amplification de la collaboration de classes, ils servent en fait à resserrer un peu plus le noeud coulant de la corde passer autour du cou des travailleurs.

En conclusion, Chérèque est favorable à la flexisécurité revendiquée par le patronat, à condition que les travailleurs y soient davantage associés, afin que les syndicats ne soient pas accusés d'être les seuls à faire le sale boulot. Ce sera sans nous !